

## **1 – INSCRIPTION ET ADMISSION**

Tout enfant du RPI est inscrit dans la **commune où il réside** quelle que soit la classe ou l'école qu'il fréquente au cours de sa scolarité. Les enfants de deux ans ne sont actuellement pas admis. Les enfants âgés de trois ans révolus au 31 décembre 2017 sont inscrits sur présentation d'une photocopie du livret de famille et d'un certificat des vaccinations obligatoires.

Autorité parentale : les parents exerçant conjointement l'autorité parentale sont destinataires des mêmes informations et documents scolaires. Il appartient aux parents séparés d'informer la directrice ou le directeur de l'école de leur situation familiale et de lui fournir les adresses où les documents doivent être envoyés. De même, lors de l'admission et à l'occasion de tout changement de situation familiale, il appartient aux parents de fournir à la directrice ou au directeur d'école la copie du jugement fixant l'exercice de l'autorité parentale et la résidence habituelle de l'enfant. Les décisions éducatives relatives à l'enfant requièrent l'accord des deux parents.

## **2 - FRÉQUENTATION ET OBLIGATION SCOLAIRES**

Conformément aux textes en vigueur, la fréquentation de l'école élémentaire est **obligatoire** dès l'âge de **trois ans**. Outre ce devoir d'assiduité des élèves, il est rappelé que la ponctualité est une règle de savoir-vivre ensemble que chaque enfant doit apprendre à respecter dès son plus jeune âge. Les apprentissages se mettent en place dès l'horaire officiel d'enseignement, le temps d'accueil des élèves étant assuré dix minutes avant l'entrée en classe.

- ❖ En cas d'absence de leur enfant, les familles sont tenues d'en faire connaître dans les plus brefs délais les motifs au directeur. S'il s'agit d'une absence prévisible, l'information devra être donnée préalablement, avec indication des motifs. Sur demande écrite des parents, le directeur d'école peut, à titre exceptionnel et en cas de nécessité, autoriser l'élève à s'absenter sur le temps scolaire, à condition qu'il soit accompagné. Ces absences seront justifiées lorsqu'il s'agira de permettre à l'élève de bénéficier de certains soins qui ne pourraient être donnés de manière opportune à d'autres moments. Ces situations sont examinées au cas par cas.  
En cas d'absence non justifiée, les familles sont immédiatement informées par l'école et invitées à faire connaître le plus vite possible le motif de l'absence.
- ❖ Pour chaque élève non assidu, un dossier est constitué pour la durée de l'année scolaire. Il présente le relevé des absences en mentionnant leur durée et leurs motifs ainsi que l'ensemble des contacts avec la famille, les mesures prises pour rétablir l'assiduité et les résultats obtenus. Les parents sont informés de l'existence de ce dossier et des conditions dans lesquelles ils peuvent y avoir accès. Si les démarches entreprises en direction de la famille et de l'élève n'amènent pas à rétablir l'assiduité, le directeur d'école transmet le dossier au directeur académique.
- ❖ Des autorisations d'absence peuvent être accordées aux élèves pour les grandes fêtes religieuses qui ne coïncident pas avec un jour de congé et dont les dates sont publiées chaque année au Bulletin Officiel de l'éducation nationale.

## **3 – HORAIRES ET SURVEILLANCE**

### **↳ Horaires : nouveaux rythmes scolaires.**

La semaine scolaire comporte pour tous les élèves vingt-quatre heures d'enseignement, réparties sur neuf demi-journées. Les heures d'enseignement sont organisées le lundi, mardi, jeudi, vendredi et le mercredi matin, à raison de cinq heures trente maximum par jour et de trois heures trente maximum par demi-journée.

La durée de la pause méridienne ne peut être inférieure à une heure trente.

Les élèves peuvent, en outre, bénéficier chaque semaine d'activités pédagogiques complémentaires (APC). Les plages horaires des activités pédagogiques complémentaires ne peuvent être inférieures à 30 minutes et ne peuvent empiéter le temps de pause de 1h30 dévolu à la pause méridienne.

En dehors des temps d'enseignement les élèves peuvent bénéficier d'activités périscolaires (TAP) organisées et financées par chaque commune du RPI.

**Organisation de la semaine scolaire dans les écoles du RPI :**

<b>École de Saint Martin de Bernegoue</b>				<b>05 49 26 42 72</b>	
	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
<b>9h /12h</b>	Enseignement	Enseignement	<b>9h /11h</b> Enseign <b>11h/12h</b> TAP/APC	Enseignement	Enseignement
12h / 13h30	Pause méridienne	Pause méridienne		Pause méridienne	Pause méridienne
13H30/13H50	TAP	TAP		TAP	TAP
<b>13h50 / 16h20</b>	Enseignement	Enseignement		Enseignement	Enseignement

<b>École de Juscorps</b>				<b>05 49 32 60 52</b>	
	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
<b>9h / 12h</b>	Enseignement	Enseignement	Enseignement	Enseignement	Enseignement
12h / 13h30	Pause méridienne	Pause méridienne		Pause méridienne	Pause méridienne
<b>13h30/15h45</b>	Enseignement	Enseignement		Enseignement	Enseignement
15h45/ 16h30	TAP et <b>APC</b>	TAP		TAP et <b>APC</b>	TAP

### ↳ Surveillance

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'heure d'entrée en classe au début de chaque demi-journée. En dehors de ces horaires, les enfants ne sont pas sous la responsabilité des enseignants.

À l'issue des temps d'enseignement du matin et du soir, les enfants ne sont plus sous la responsabilité des enseignants de l'école. Ils sont rendus à leur famille ou à une personne responsable désignée par la famille sauf s'ils sont pris en charge par un service de restauration, d'animation du périscolaire, de garde ou de transport scolaire.

En aucun cas les enfants de maternelle ne peuvent quitter l'école seuls.

## **4 – PRISE EN CHARGE DES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ OU HANDICAPÉS**

### ↳ Traitement de la difficulté scolaire à l'école primaire

Pour aider les élèves qui présentent des difficultés marquées, il est fait appel, si besoin, aux enseignants spécialisés des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED). Une plaquette d'information sur le RASED de secteur est à la disposition des familles qui en font la demande.

### ↳ Scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire

La loi du 11 février 2005 renforce le droit des élèves handicapés à l'éducation. Elle assure à l'élève une scolarisation en milieu dit "ordinaire" qui, dans le premier degré, a lieu dans l'école la plus proche de son domicile. Le parcours scolaire de chaque élève handicapé fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) qui est élaboré en collaboration avec l'enseignant référent de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Dans le cadre de son PPS, l'élève peut bénéficier d'aides telles que la présence d'un auxiliaire de vie scolaire ou/et de la mise à disposition de matériel pédagogique adapté.

## **5 – L'ÉCOLE. ESPACE DE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE**

### ↳ Le projet d'école

Un projet d'école est élaboré avec les représentants de la communauté éducative. Le projet est adopté, pour une durée comprise entre trois et cinq ans, par le conseil d'école, sur proposition de l'équipe enseignante des deux écoles pour ce qui concerne sa partie pédagogique. Le projet d'école définit les modalités particulières de mise en œuvre des objectifs et des programmes nationaux et précise les activités scolaires et périscolaires qui y concourent.

Ce projet est soumis pour validation à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription et au directeur académique, directeur des services départementaux de l'éducation nationale.

### ↳ La concertation entre les parents et les enseignants

Les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative. Ils sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants, dans le respect mutuel des compétences et des responsabilités, sont assurés dans chaque école.

- ❖ Les parents participent par leurs représentants aux conseils d'école. Ils sont informés du projet d'école et de ses éventuelles évolutions. Ils donnent leur avis sur les actions pédagogiques, les rythmes scolaires, l'utilisation des moyens, l'intégration d'enfants handicapés, les activités périscolaires, la restauration, l'hygiène, la protection et la sécurité. Chaque conseil d'école donne lieu à un compte rendu rédigé sous la responsabilité du président. Celui-ci est adressé à l'inspecteur de l'éducation nationale, au maire et affiché en un lieu accessible aux parents.
- ❖ Les parents de l'école sont au moins réunis une fois par an (au moment de la rentrée) puis ils sont reçus sur rendez-vous demandé via le cahier de liaison, tout au long de l'année scolaire.

- ❖ À l'école élémentaire, le livret d'évaluations des compétences des élèves est transmis aux familles à la fin de chaque trimestre.

#### ↳ **Usage d'Internet**

Le développement de l'usage du réseau Internet doit s'accompagner de mesures permettant d'assurer la sécurité des citoyens et notamment des mineurs (circulaire n°2004-035 du 18 février 2004). Le filtrage des informations consultées par le dispositif académique est obligatoire (proxy académique). Une charte du bon usage de l'internet est signée par l'ensemble des membres des équipes éducatives et annexée au règlement intérieur des écoles. Une charte pour les élèves est élaborée et expliquée en lien avec l'éducation à la citoyenneté et le B2i.

#### ↳ **Application du principe constitutionnel de laïcité dans les écoles publiques**

Les règles de vie sont respectueuses de la laïcité dans les différents espaces de l'école (salle de classe, salle de motricité, cour, préau, restaurant scolaire...). Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves et les adultes manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. La charte de la Laïcité est affichée dans les écoles, elle est portée à la connaissance des élèves et de tous les adultes. Elle est annexée au règlement intérieur des écoles.

## **6 – SÉCURITÉ**

- ❖ Il est demandé aux familles de veiller à ce que leur enfant ne porte sur lui aucun objet pouvant se montrer dangereux, pour lui comme pour les autres : canif, cutter, ciseaux, objet en verre, allumettes, briquet...
- ❖ Pour la sécurité des enfants, tous les adultes doivent se montrer vigilants en ce qui concerne les accès de l'enceinte scolaire : penser à refermer les portes ou portillons derrière soi, ne pas ouvrir un accès fermé sans autorisation... Ne pas laisser un enfant seul sur le parking ou dans la cour en dehors des temps d'accueil.
- ❖ L'école décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets de valeur apportés par l'enfant.  
Les téléphones portables, les appareils électroniques audio ou vidéo, les cartes de collection **sont interdits** dans l'enceinte scolaire.
- ❖ Il est interdit aux élèves d'apporter de l'argent personnel à l'école. Seules les sommes qui transitent sous enveloppe, via le cahier de liaison, sont autorisées.
- ❖ Il est strictement interdit de fumer dans les locaux scolaires, y compris la cour de l'école.

#### ❖ **PRÉVENTION ET SANTÉ SCOLAIRE**

Tous les médicaments sont interdits à l'école. Seuls les enfants atteints de maladies chroniques, d'allergies ou d'intolérances alimentaires peuvent se voir administrer des médicaments pendant le temps scolaire, selon les modalités définies par un PAI. Le PAI (projet d'accueil individualisé) est mis au point, à la demande de la famille ou en accord avec elle et avec sa participation, par le directeur d'école, en concertation étroite avec le médecin de l'éducation nationale.

Poux : il est recommandé aux familles d'être très vigilantes afin d'éviter la recrudescence des poux, d'agir efficacement dès le constat de leur apparition et d'en informer rapidement l'école.

## **7 – SORTIES SCOLAIRES ET ASSURANCE**

Les sorties scolaires organisées pendant les horaires habituels de la classe sont obligatoires pour les élèves et ne sont pas soumises à l'autorisation parentale.

Pour les activités facultatives (sorties dépassant les horaires scolaires), une assurance responsabilité civile et individuelle est **obligatoire**. Une attestation annuelle doit être fournie aux enseignants en début d'année scolaire.

- ❖ Le directeur sera amené à refuser la participation d'un élève si l'assurance n'a pas été attestée ou ne présente pas les garanties suffisantes exigées.

## **8 – DISPOSITIONS FINALES**

Ce règlement intérieur des écoles a été adopté par le Conseil d'école du RPI compte tenu du nouveau règlement départemental promulgué le 25 juin 2013 et dont les dispositions sont applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Il sera approuvé ou modifié chaque année, lors de la première réunion du Conseil d'école.

Il est affiché dans les deux écoles du RPI et remis à tous les parents d'élèves.

**Toute inscription implique l'acceptation de ce règlement.**

# Charte

## pour utiliser internet à l'école



J'utilise l'ordinateur en présence d'un enseignant pendant le temps de la classe et pour faire un travail scolaire. |



Je suis responsable de ce que j'écris et de ce que je dis.

J'utilise un langage poli sans grossièretés, injures ou mots méchants, et avec le souci de me faire comprendre.



Je ne donne pas d'informations sur moi ou ma famille (n° de téléphone, adresse...) sur mes goûts, quand j'utilise la messagerie, un forum ou le chat, ou un formulaire de page web.



J'alerte le maître si je vois des pages qui me dérangent.



Je sais que toutes les fois où je vais sur internet, toutes les informations de ma navigation sont conservées et consultables.



Je respecte la loi sur la propriété des œuvres.

Je copie et j'utilise des textes, des images, des sons après avoir toujours demandé la permission à l'auteur.

**1** La France est une **République indivisible, laïque, démocratique et sociale**. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

**2** La République laïque organise la **séparation des religions et de l'État**. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

## •• LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE ••

**3** La laïcité garantit la **liberté de conscience** à tous. **Chacun est libre de croire ou de ne pas croire**. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

**4** La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la **liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous** dans le souci de l'intérêt général.

**5** La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

# CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

*La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.*

**6** La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les **protège de tout prosélytisme et de toute pression** qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

**7** La laïcité assure aux élèves l'accès à **une culture commune et partagée**.

**8** La laïcité permet l'exercice de la **liberté d'expression** des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

**9** La laïcité implique le **rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons** et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

**10** Il appartient à tous les personnels de **transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité**, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

**11** Les personnels ont un **devoir de stricte neutralité** : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

## •• L'ÉCOLE EST LAÏQUE ••

**12** Les enseignements sont **laïques**. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, **aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique**. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

**13** Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

**14** Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. **Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit**.

**15** Par leurs réflexions et leurs activités, **les élèves contribuent à faire vivre la laïcité** au sein de leur établissement.



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère  
éducation  
nationale

